

TITRE :

Marchés Publics - Journée d'actualité réglementaire Marchés Publics

Sous-titre :

Titre court :

Thématique : 5. Métiers Support

Sous thématique : 5.3 Achats et Marchés publics

Objectifs pédagogiques :

A la fin de la formation, le stagiaire sera capable de :

- Identifier et assimiler les dernières modifications de la réglementation des marchés publics
- Maîtriser l'actualité jurisprudentielle nationale et européenne
- NB : le programme est systématiquement mis en jour en fonction de l'actualité.

Introduction :

Programme :

1. Les évolutions législatives et réglementaires

- Le nouveau Code de la commande publique
- Les évolutions récentes liées à la crise du Covid 19
- Analyse des modifications apportées au moment de la codification
- La loi ELAN et ses impacts sur la commande publique
- La loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et ses conséquences en matière de marchés publics
- La généralisation de la dématérialisation et les objectifs du plan national de transformation numérique des marchés publics
- Point sur l'obligation de continuer à recenser les marchés auprès de l'Observatoire de l'achat des organismes de Sécurité sociale
- Présentation des conclusions des rapports de la CMPE et de la CCMOSS

2. Champ d'application et mise en œuvre du droit des marchés publics

- Le cas du mobilier urbain : CE 25 mai 2018, n°416825
- Quels types de marchés ne sont pas soumis à la passation des marchés publics ? CE 5 février 2018, n°414846
- Marché public et subvention - Cour administrative d'appel de Nantes, 12 avril 2017, Association Design Solidaire, n° 15NT02096
- Soumission volontaire aux règles de la commande publique – Conseil d'Etat, 27 mars 2017, Société Procedim et Sinfimmo, n° 390347

- Notion de marché public et recours à la notion d'urgence pour justifier la procédure de passation du contrat (Conseil d'État, 24 mai 2017, Société Régal des Iles, n° 407213
- Définition précise des besoins – Cour administrative d'appel de Nancy, 21 novembre 2017, Société Axal, n° 15NC00636 et Conseil d'Etat, 15 novembre 2017, Société IDEX Territoires, n° 412644
- Marché provisoire conclu sans mise en concurrence – Conditions de régularité - Conseil d'État, 5 février 2018, Ville de Paris et SOMUPI, n° 416579
- Publicité des marchés dont le montant n'atteint pas 90 000 euros – Cour administrative d'appel de Nancy, 28 décembre 2017, Conseil régional de l'ordre des architectes de Lorraine, n°16NC01209

3. Candidatures

- Règles de mise en concurrence : quel délai imparti aux candidats ? CE 11 juillet 2018, n°418021 et n°418022
- Quelles précisions relatives à la sélection des candidatures, notamment en cas de redressement judiciaire ? CE 25 janvier 2019, n°421844
- Passation des marchés publics globaux de performance : quelles précisions ? CE 8 avril 2019, n°426096 et n°426914
- Capacité des candidats - Cour de justice de l'Union européenne, 4 mai 2017, Esaprojekt sp. z o.o. c/ Województwo Łódzkie, aff. C-387/14
- L'appréciation des motifs d'éviction d'une candidature pour insuffisances professionnelles et financières - Cour administrative d'appel de Marseille, 9 octobre 2017, SARL Raffalli Paul Mathieu, n° 16MA04393
- Attestation d'emploi de travailleurs handicapés – Conseil d'État, 22 janvier 2018, la commune de Vitry-le-François, n° 414860
- Attestation d'assurance décennale – Conseil d'État, 26 janvier 2018, Communauté de communes Caux Estuaire et Société Variopool BV, n° 414337

4. Offres

- Précisions relatives aux offres anormalement basses (OAB) - CE 13 mars 2019, n°425191
- Comment détecter une OAB ? CE 22 janvier 2018, n°414860
- L'obligation d'allotir - CE 25 mai 2018, n°417428, n°417439 et n°417869
- La sélection des offres : quel usage des critères sociaux ? CE 25 mai 2018, n°417580
- Le sous-critère lié au montant des pénalités : quid de son illégalité ? CE 9 novembre 2018, n°413533
- Les règles en matière de publicité des sous-critères - CE 4 avril 2018, n°416577
- Ecart de notation entre les critères : quels effets ? CE 25 mai 2018, n°417428
- Quelles conséquences en cas d'offre non conforme au CCTP ? CE 27 mars 2019, n°426200
- Quel est l'office du juge du référé précontractuel en matière de régularité des critères de sélection des offres ? CE 8 avril 2019, n°425373
- Travailleurs détachés – Clause Molière – Instruction interministérielle du 27 avril 2017 relative aux délibérations et actes des collectivités territoriales imposant l'usage du français dans les conditions d'exécution des marchés – Clause Molière - Conseil d'Etat, 4 décembre 2017, Région Pays de la Loire, n° 413366 - Tribunal administratif de Lyon, 13 décembre 2017, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, n° 1704687 – Cour administrative d'appel de Paris 13 mars 2018, Préfet de la Région Ile-de-France, Préfet de Paris, n° 17PA03641
- Interdiction de modifier les critères de sélection - Cour administrative d'appel de Marseille, 27 mars 2017, n° 16MA00398

- Le contrôle opéré par le juge administratif sur la méthode de notation mise en place par les acheteurs - Conseil d'État, 24 mai 2017, Société Techno Logistique, n° 405787
- Moyens dont doivent disposer les candidats lors de la remise de leur offre et mise au point du marché – Cour administrative d'appel de Bordeaux, 14 novembre 2017, Société Heliportugal, n° 15BX03734 – Tribunal administratif de Pau, 26 avril 2018, Société CGTR, n° 1600390
- Justificatifs des éléments ne relevant pas des critères d'attribution des offres – Conseil d'État, 5 février 2018, Société Compagnie d'autocars des Alpes-Maritimes, n°414508

5. Exécution

- Quelle contestation possible des décisions de résiliation ? CE 27 février 2019, n°414114
- Modulations des pénalités de retard – Conseil d'État, 19 juillet 2017, Centre hospitalier interdépartemental de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, n° 392707
- La responsabilité contractuelle du maître d'ouvrage : CE 26 avril 2018, n°407898
- Opération préalable de réception et réserves. Forme du procès-verbal de réception - Cour administrative d'appel de Nancy, 17 octobre 2017, Communauté de communes du pays des Abbayes, n° 16NC01040
- Doctrine administrative – Réponse ministérielle n° 3543 du 20 février 2018 – Principe d'exclusivité au bénéfice des titulaires des accords-cadres
- Indemnisation du minimum de commandes non atteint - Cour administrative d'appel de Paris, 29 septembre 2017, Société SMAC, n° 16PA01150
- Indemnisation des prestations et contrat passé en dehors de toute procédure, - Conseil d'État, 9 juin 2017, Société Pointe-à-Pitre Distribution, n° 399581
- Indemnisation du titulaire d'un contrat illégal – Conseil d'État, 6 octobre 2017, Société Cégelec, n° 395268 - Conseil d'État, 9 juin 2017, Société Pointe-à-Pitre Distribution, n° 399581

6. Paiements

- Établissement de la preuve des contrats oraux - Cour administrative d'appel de Nancy, 30 mars 2017, Commune de Montmirail c/ Bureau d'étude paysagiste Coaching jardins, n° 16NC00903
- Paiement du sous-traitant et prescription quadriennale - Conseil d'État, 10 mars 2017, Société Solotrat, n° 404841
- Paiement d'un sous-traitant et exécution des prestations antérieures à son acceptation et à l'agrément des conditions de paiement – Cour administrative d'appel de Nancy, 20 février 2018, n° 16NC01473
- Réfaction des sommes dues au sous-traitant - Conseil d'État, 27 mars 2017, n° 394664, Société Daufin, Construction métallique
- Sous-traitant et procédure ouvrant droit au paiement direct – Conseil d'État, 19 avril 2017, Société Angles et Fils, n° 366174

7. Marchés de travaux - Décompte général et règlement des comptes

- Quid de la recevabilité de l'appel en garantie et du lien avec les sommes inscrites dans le DGD ? CE 6 mai 2019, Société Icade Promotion
- Dans quels cas un décompte général et définitif peut-il être assorti de réserves ? CE 26 février 2019, n°420765
- La recevabilité du mémoire en réclamation - Cour administrative d'appel de Versailles, 23 février 2017, SARL d'Architecture Uruk, n° 15VE00710
- Formalisme du mémoire en réclamation – Cour administrative d'appel de Versailles, 20 juillet 2017, Société TEB, n° 15VE00958
- Validation implicite du projet de décompte – Conseil d'État, 17 mai 2017, Commune de Reilhac et OPH du Cantal, n° 396241

- Établissement du décompte définitif et réserves - Cour administrative d'appel de Paris, 6 juin 2017, société Ineo Tertiaire Ile-de-France, n° 16PA00433
- Opération préalable à la réception et réserves - Cour administrative d'appel de Nancy, 17 octobre 2017, Communauté de communes du pays de Abbayes, n° 16NC01040
- Responsabilité décennale et assistant à maitre d'ouvrage – Qualité de constructeur - Conseil d'État, 9 mars 2018, Commune de Rennes-les-Bains, n° 406205

8. Contentieux des marchés publics

- Quelles règles de recevabilité d'un référé contractuel ? CE 25 juin 2018, n°417734 et CE 25 janvier 2019, n°423159
- Quelles conséquences indemnitaires de la résiliation d'un contrat prononcée par le juge et de l'annulation contentieuse de cette résiliation ? CE 27 février 2019, n°410537
- Quel est l'office du juge du référé suspension contre une décision de résilier le contrat ? CE 25 janvier 2019, n°424846
- Quelles nouvelles possibilités de recours en contestation contre la validité du contrat ? CE 9 novembre 2018, n°420654 et n°420663
- Que recouvre la notion de contenu illicite du contrat ? CE 30 novembre 2018, n°414377
- Quels vices peuvent entacher la procédure de passation d'une concession d'aménagement ? Quelles conséquences lorsque ceux-ci révèlent la volonté de la personne publique de favoriser un candidat alors que le contrat est totalement exécuté ? CE 15 mars 2019, n°413584
- Un candidat évincé peut-il contester une convention d'exploitation des installations annexes sur les autoroutes concédées ? CE 12 avril 2019, n°429698
- Obligations d'information des candidats évincés en procédure adaptée – Conseil d'État, 31 octobre 2017, Société MB Terrassements Bâtiments, n° 410772

9. Contentieux de la résiliation

- Proportionnalité de l'indemnité de la résiliation au préjudice - Conseil d'État, 3 mars 2017, Société Leasecom, n° 392446
- Conditions d'indemnisation du titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général – Cour administrative d'appel de Paris, 24 octobre 2017, Société Wagram Voyages, n°16PA03429
- Droit de suivi des marchés de substitution par le titulaire initial - Conseil d'État, 9 juin 2017, Société Entreprise Corvol Courbot, n° 399382
- Reprise des relations contractuelles – Conseil d'État, 18 décembre 2017, société Conseils Études et Traitements, n° 412066
-

Modalités pédagogiques :

- Présentiel : **Oui**
- E-learning : **Non**
- Accompagnement individuel : **Non**
- Accompagnement collectif : **Non**
- Commentaire :

Méthodes pédagogiques :

- Pédagogie active.
- Questions / réponses.

Public :

- Responsables et agents des services marchés publics.
- Juristes.

Prérequis :

Une bonne connaissance de la réglementation des marchés publics.

Durée :

- En jours : 1.0 jour(s)
- En heures : 7 heure(s)
- Commentaire :
- Planification sur demande : **Non**

Effectif :

- Effectif Inter
 - Minimum : 12
 - Maximum : 40
 - Commentaire :
- Effectif Intra organisme
 - Minimum : 12
 - Maximum : 40
 - Commentaire :

Financement :

Branche : Interbranche

Prestataire :

Intervenant :

- Experts métiers.

Divers Pédagogiques/Pratiques :

- Modalités d'inscription :
- Propriétés :
- ...

Tarifs :

- **Régime général : Inter : 00 €**
- Commentaire :
- Régime général : Intra : / €
- Commentaire :

Modalités d'évaluation/certification :

- Évaluation :

- Commentaire :
- Certification : **Non**
 - Lien :
 - Commentaire :

A la fin de la prestation :

- Une attestation de fin de formation sera remise à chacun des stagiaires ayant suivi la formation.
- Commentaire :

Qualité de la prestation :

- Taux de réussites aux examens N-1 : xx %
- *Lien*

Nom du Pilote : Christine DEL-VITTO

Date N°1 de modification de la fiche : xx/xx/xxxx

Par :

Date N°2 de modification de la fiche : xx/xx/xxxx

Par :

Date de suppression de la fiche : xx/xx/xxxx

Par :